

Compte rendu CGT du Comité Social d'Administration Local (CSAL) de la DRFiP 67 du 1^{er} février 2024

I – Adoption du projet de Règlement Intérieur (RI) type DGFiP du CSAL (pour avis)

Après plus d'une année de fonctionnement des nouvelles instances (CSAL et FS), le RI unique est enfin soumis au vote. Des propositions de modifications ont été formulées par les représentants du personnel en FS en décembre dernier. Elles devaient faciliter le travail dans les instances.

Le président du CSAL dit n'avoir pas de marge de manœuvre au niveau local pour amender le RI car « le cadre doit être cohérent pour l'ensemble de la DGFiP ». Aucune proposition de modification du RI n'est donc validée!

Les OS regrettent ce refus de dialogue et cette perte de temps. Pour la CGT, l'adoption d'un RI amendé aurait permis de faire avancer le « dialogue social » tant vanté par l'administration (surtout présent dans la bouche de la parité administrative en séance mais moins dans la réalité). La CGT espère que des évolutions seront encore possibles au niveau national puisque la circulaire de fonctionnement des CSA (demandée par la CGT en national) pour la DGFiP est en cours d'écriture et pourrait intégrer des modifications positives tels que la prise en charge des frais de déplacement des suppléants pour la FS ou la possibilité pour les experts d'assister au vote.

La CGT reconnaît que la création de droits spécifiques (ASA95) pour les élus et représentants en FS est positive mais regrette qu'il n'y a pas eu d'avancée sur la demande d'examen au fil de l'eau des fiches de signalements transmis par les agents.

Les OS formulent donc un avis défavorable au projet de RI présenté par la DRFiP67 (voir pièce jointe).

II – Point oral sur le calendrier des travaux des instances, CSAL et FS (pour information)

CSAL: jeudi 11 avril 2024 (bilan budget 2023 + présentation budget 2024, mission des référents énergie...).

vendredi 14 juin 2024 (approbation des PV, formation professionnelle, point d'étape de la campagne IR, rapport d'activité, résultat du sondage IPSOS, plan continuité d'activité, bilan sur le télétravail...).

Octobre/ novembre (ponts naturels 2025, campagne recrutement des apprentis et des contractuels, bilan de la campagne IR, autres sujets d'actualité...)

FS: mercredi 20 mars (étude fiches de signalement, Registre Santé et Sécurité au Travail – RSST, budget, calendrier des visites de postes,) ; Juin ou Juillet (idem + exercices évacuation); Septembre ou Octobre (rapport annuel du médecin de prévention, accidents service, RSST...) ; et fin d'année.

III – Réponses aux principales questions diverses

- La direction reconnaît que les <u>travaux de rénovation de la Cité Administrative</u> sont incomplets (problème de froid dans les locaux, trop forte chaleur en été au niveau des fenêtres, problème d'aération dans ces locaux malgré la VMC) et informe que des compléments de travaux sont prévus par la préfecture qui gère la Cité.
- Les agents des SIP n'ont pas été informés de l'<u>envoi d'un mass-mailing aux personnes morales</u> les informant qu'elles disposent d'un délai de paiement pour les THLV, THS jusqu'en février 2024 : la direction prend note.
- L'arrivée du <u>chauffage urbain à Simonis</u> sera faite en 2026 si la demande de crédit est acceptée par la préfecture.
- Pas encore d'information sur la prise ne charge de la prime énergie (carburant) 2024 par la DGFiP.
- La direction fera remonter le problème du <u>renvoi des chèques vers les postes par le Centre d'encaissement</u> <u>de Trappes</u> et du rallongement du délai d'encaissement qui en découle.
- Le <u>versement de la prime mobilité</u> est prévu sur la paye de février ou mars 2024.

Vos représentants CGT en CSAL : Sylvie LANGENBACHER et Gilles STREICHER

N'hésitez pas à faire remonter vos difficultés, questions et sollicitations par l'intermédiaire de la CGT Finances Publiques 67 : cgt.drfip67@dgfip.finances.gouv.fr